

Sénégal-Algérie : 0-0

DU PAIN SUR LA PLANCHE

PAGE 21

12° Paris-Dakar

LES PEUGEOT EN ROUE LIBRE

PAGE 23

MARDI 2

JANVIER 1990

150 F CFA • 20^e ANNÉE N° 5.885

FRANCE 8 FF • COTE D'IVOIRE 200 F CFA

GABON 300 F CFA CAMEROUN 300 F CFA

GUINÉE • BURKINA FASO •

MALI 250 F CFA • ISSN 0058-4783

le soleil

Abdou Diouf invite au patriotisme RESTONS SENEGALAIS

Le président Abdou Diouf, dans son message à la nation, a incité les Sénégalais à ne point perdre leur âme. «Restons Sénégalais», cette sorte d'apostrophe du chef de l'Etat doit se traduire sur un double plan, politique et économique. Le retour à la courtoisie du ton ferait disparaître du débat politique l'injure et



l'invective. Dans l'intérêt de la nation.

Selon la même optique, le président Diouf a souhaité que nous transgressions les complexes et les préjugés qui nous font consommer des produits venant de l'étranger. Au détriment de nos productions.

L'adresse

du chef de l'Etat

Sénégalaises, Sénégalais, mes chers compatriotes,

Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Dans quelques heures, nous serons au début d'une nouvelle année et des vœux seront échangés, des résolutions prises. Une telle circonstance m'a toujours donné l'occasion de partager avec vous les joies d'une fête et de vous parler de la situation générale de notre pays au cours des douze mois écoulés ainsi que des perspectives qu'ouvre pour nous l'année qui commence. Elle est naturellement empreinte de solennité, mais elle l'est davantage ce soir car, avec l'année 1990, nous entrons dans l'ultime décennie du siècle et du millénaire.

L'événement est exceptionnel qui se produit pour la deuxième fois dans notre ère : je ne peux pas ne pas en tenir compte en m'adressant à vous. Mais si pour cette raison mes propos seront plus que d'habitude en rapport avec le moyen et le long termes, je ne saurais oublier les défis urgents qu'il nous faut relever ensemble, les préoccupations immédiates qu'il nous faut satisfaire.

Nous voici donc, mes chers compatriotes, à la fin de l'année 1989. C'est une année qui, malgré les épreuves que nous y avons connues, fera plutôt date dans notre histoire en raison des changements intervenus sur la scène internationale et qui auront certainement des répercussions sur notre avenir.

Ce sont d'abord les événements qui ont eu lieu en Europe de l'Est qui viennent à l'esprit.

J'ai eu l'occasion de me réjouir de ce qu'ils traduisent les aspirations des peuples concernés à davantage de liberté. Je voudrais ce soir dire mon souhait ardent de voir se réaliser les espoirs qu'ils ont fait naître.

La sincérité avec laquelle je forme ce souhait est à la mesure de ma conviction que c'est l'humanité tout entière qui gagne chaque fois qu'il y a une avancée vers plus de démocratie, vers l'épanouissement de l'homme.

Au surplus, l'évolution que nous saluons est de nature à contribuer à la consolidation de l'atmosphère de détente qui prévaut depuis quelques temps déjà dans les relations Est-Ouest et qui a eu une influence positive sur plusieurs foyers de tension.

Certes, ce qui se passe en Europe de l'Est et qui ressemble à un changement de l'ordre né au lendemain de la deuxième guerre mondiale pourrait engendrer une période d'incertitude voire d'instabilité. Mais la sagesse des dirigeants européens et le génie de leurs peuples autorisent à croire que seront au moins conservés, quoi qu'il arrive, les importants acquis du Vieux Continent. Mieux, même s'il est prématuré de conclure à la disparition des divergences idéologiques, il ne fait pas de doute que celles-ci ne prendront plus la forme d'une rivalité dont le caractère antagoniste nous a souvent divertis de l'essentiel s'il ne nous a pas conduits au bord de la catastrophe.

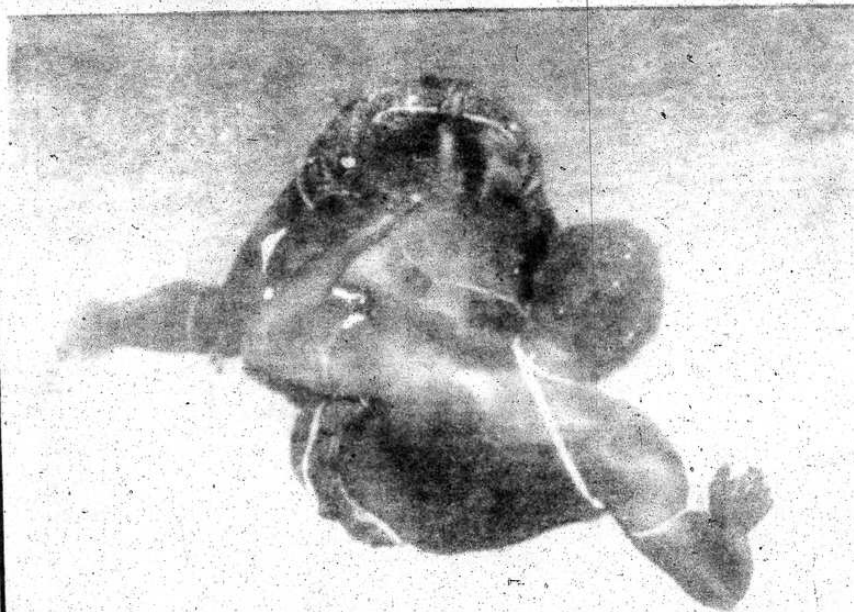
Les élections qui ont eu lieu en Namibie au début du mois de novembre sont à mes yeux, l'autre événement majeur de l'année 1989. Plus que le déclenchement d'un processus tant attendu, c'est le comportement de tous ceux qui l'ont rendu possible qui doit être salué. Je songe à l'ONU et à ses Etats membres. Je distinguerai cependant nos frères namibiens car, les militants de la SWAPO en tête, ils ont démontré à ceux qui pouvaient en douter, que leur maturité et leur volonté de paix valent bien leur détermination à faire aboutir leur combat pour la liberté.

J'ajouterais que la victoire qu'avec eux la Communauté internationale a remportée est également une source d'espoir pour tous ceux qui luttent encore pour les mêmes causes; en particulier, elle nous rapproche, nous Africains, d'un objectif dont la réalisation nous est chère, à savoir la suppression totale du colonialisme sur notre continent et partout ailleurs.

(Suite en page 2)

(NOS COMMENTAIRES EN PAGE 3)

FACE A BIRAHIM NDIAYE IBOU NDAFFA RESOUT L'EQUATION



Birahim Ndiaye a perdu sa «science» de battre nettement un adversaire réputé pour sa technique et sa ruse. Le péril jeune a sévère a pris toutes les initiatives pour fait une nouvelle victime.

LIRE PAGE 24

MESSAGE DE NOUVEL AN DU CHEF DE L'ETAT

POUR UN DEVELOPPEMENT AUTO-CENTRE ET AUTO-ENTRETENU

• SUITE DE LA PAGE 1

Bien entendu, de nombreux peuples continuent encore de souffrir de l'oppression comme en Afrique du Sud et en Palestine. Mais avec le nouveau vent de liberté et de paix qui souffle un peu partout dans le monde, les situations anachroniques dont ils sont victimes ne devraient pas tarder à être ébranlées pour ensuite disparaître.

SENEGALAISES, SENEGALAIS

A la lumière de ce qui précède, l'année 1989 semble augurer de l'avènement d'un monde qui ne serait plus dominé par la rivalité entre deux blocs antagoniques et où le colonialisme aurait enfin disparu. Si cela se vérifiait, c'est la paix internationale qui y gagnerait. Mais il est à craindre que certaines des réalités qui naîtraient ne relèguent au second plan des préoccupations qui sont communes à toutes les nations et ne remettent en question d'importants acquis au premier rang desquels il y a la conscience de l'interdépendance de ce monde et de la communauté de destin des peuples qui le composent. En d'autres termes, la décennie qui commence demain renferme aussi des incertitudes, peut-être qu'elle nous apportera même de nouveaux défis.

Nous devons nous préparer à affronter ceux-ci. Mais il nous faut, en même temps, nous employer de toutes nos forces à venir à bout de ceux qui se dressent déjà sur la voie de notre développement et qui ont été d'une acuité particulière cette année.

Un environnement peu favorable

En effet, l'économie de notre pays n'a pas évolué, en 1989, dans le sens souhaité. C'est que l'environnement a été peu favorable avec les récoltes de 1988 rendues modestes par une infestation acridienne record, des perturbations dans la demande intérieure ainsi que le renchérissement de nos importations. Dans ces conditions, nous n'avons pu atteindre la totalité des nos objectifs fixés dans le cadre du Programme d'ajustement. A moyen et long termes, notamment en matière de recettes budgétaires. Cette situation nous a valu de lourds sacrifices. Mais nous avons épuisé, au cours de l'année écoulée, des motifs de satisfaction au plan économique.

C'est d'abord la vitalité de l'entreprise sénégalaise. Car, si celle-ci a été confrontée aux rigueurs inhérentes de la restructuration, elle n'en a pas moins enregistré en trois ans plus de progrès que pendant de longues années. Nous devons cette performance à l'importance que les entrepreneurs accordent de plus en plus aux nécessités de la compétitivité internationale, aux exigences d'une gestion rationnelle et au souci de la qualité. Cette évolution a été nette ces derniers mois et on peut dire qu'aujourd'hui une nouvelle génération de chefs d'entreprise est née : les organismes qui les regroupent sont apparus, comme les interlocuteurs privilégiés des pouvoirs publics dans tous les actes ayant trait à la vie économique.

Il me plaît de citer, à cet égard, les actions conjuguées qui ont été menées par la puissance publique et des opérateurs privés pour créer un marché de céréales nationales à des prix compétitifs, en substitution aux importations de riz. Je félicite les promoteurs de ces actions et renouvelle à tous les entrepreneurs ma détermination à continuer de les aider par l'adoption de mesures telles que les modifications apportées au Code des Investissements, le maintien des protections douanières indispensables et la révision prochaine de notre système d'imposition directe. Mais le cadre institutionnel et réglementaire favorable ainsi créé ne suffit pas à assurer l'essor de l'entreprise, un changement de nos habitudes de consommation est tout aussi nécessaire. La vérité est que nous devons

«consommer sénégalais» et nous débarrasser définitivement de certains complexes et préjugés, la plupart de nos produits et services soutenant parfaitement la comparaison avec ceux qui nous viennent de l'étranger.

J'invite les organisations patronales et les regroupements de consommateurs à prendre des initiatives dans ce sens, à l'instar de ce qui s'est fait pour les céréales locales.

Pour ma part, l'Etat étant aussi un consommateur de biens et de services, je donnerai des instructions précises pour que les gestionnaires des crédits publics aient le souci constant de «consommer sénégalais» chaque fois que cela sera possible. Le soutien que les associations féminines apportent déjà à la promotion des céréales nationales traduit les mêmes dispositions et mérite d'être étendue à d'autres produits.

L'autre motif de satisfaction que nous avons eu au plan économique est lié à la poursuite de notre programme d'ajustement structurel. Nous avons certes connu des moments difficiles mais les efforts que nous déployons depuis plusieurs années en faveur de la prise en compte de la dimension sociale, dans l'ajustement structurel, commencent à produire l'effet escompté, la Banque mondiale et le FMI acceptent désormais d'intégrer cette dimension dans leurs programmes. Cette nouvelle démarche nous aidera certainement à conserver notre option pour la justice sociale, à maintenir nos valeurs de solidarité. Mais c'est en nous-mêmes que nous trouverons les moyens de nous engager sur la voie d'un véritable développement qui doit nécessairement être auto-centré et auto-entretenu.

Mes chers compatriotes, Vous le voyez, c'est à une réorientation de notre stratégie de développement que je vous invite. La mise en œuvre réussie d'une telle option suppose l'adhésion consciente et la participation efficace de toute la nation. Elle appelle, en conséquence, l'utilisation optimale de nos ressources humaines. Je ne connais pas de meilleur moyen de le faire que de mettre chaque citoyen dans les conditions d'apporter sa pierre à l'entreprise de construction nationale.

La conviction que voilà fonde mon attachement au pluralisme politique mais, je le répète, la consolidation et l'approfondissement de celui-ci relèvent de la responsabilité de tous les protagonistes du jeu politique national : le gouvernement comme les partis politiques et la société civile.

Engager des débats sur la nation

A cet égard, je constate avec plaisir qu'il existe depuis quelque temps une certaine tendance à engager un débat d'idées sur des questions qui concernent la nation tout entière : elle se manifeste à travers la presse et par la tenue de rencontres regroupant des participants qui viennent d'horizons divers. Il convient de le renforcer en y impliquant davantage les membres de la société civile ; il convient surtout de l'étendre aux militants de base des partis politiques pour que les solutions préconisées soient des réponses adéquates aux préoccupations concrètes du plus grand nombre. Ce faisant, nous resterons toujours guidés par nos valeurs culturelles nationales. Je suis sûr que les injures disparaîtront alors du débat politique où elles ont d'autant moins leur place que nous sommes dans un pays où la noblesse du caractère se mesure souvent à la courtoisie du ton et où la seule rudesse des propos, je ne dis même pas la médisance, est suspecte de faiblesse. Le débat en serait plus clair et plus profond, dans l'intérêt de la nation. Une correcte appréciation des défis qui se posent à la nation dans son ensemble aurait le même effet en ce qu'elle permet la formulation de solutions pertinentes face à ces défis. C'est pourquoi il convient de conserver au secteur de l'éducation et de la formation son caractère prioritaire.



Le président Abdou Diouf : «Nous devons consommer sénégalais». C'est un acte de patriotisme primordial.

Mon gouvernement a déjà déployé des efforts considérables à cette fin. Sachez qu'il les poursuivra pour que la place qu'il faut soit donnée, dans ce secteur, à l'acquisition des connaissances qui gouverneront l'avenir : ainsi qu'à la recherche tant fondamentale qu'appliquée indispensable à l'essor économique durable : au développement.

C'est dans le même souci de tirer meilleur parti de nos ressources humaines que nous envisageons la rationalisation du fonctionnement des structures administratives.

A ce propos, l'année prochaine verra la réalisation progressive d'un vaste programme qui repose notamment sur l'initiation au départ volontaire d'agents de l'Etat choisissant de créer leur propre entreprise ou de rejoindre des unités de production déjà existantes et sur la reorganisation profonde des services publics pour faciliter le travail gouvernemental et renforcer sa cohérence.

Mais la gestion plus rigoureuse du personnel de l'Etat ne conduira pas le gouvernement à renoncer ni au recrutement des enseignants dont l'Ecole nouvelle a besoin ni à l'engagement d'effectifs dans le secteur de la santé : ce sont là deux axes essentiels du développement harmonieux de la nation. Notre politique de l'emploi en est un autre ; elle sera maintenue en 1990.

Dans ce cadre, je signale que le réaménagement du système bancaire national permettra à la Délégation à l'insertion, à la Réinsertion et à l'Emploi, de démultiplier ses actions et de continuer, malgré les contraintes actuelles des circuits de financement, sa mission d'aide à la réalisation de projets.

De même, l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt public a démarré ses activités, après s'être constituée un portefeuille de projets à haute intensité de main-d'œuvre dont deux des cinq qui ont été retenus sont déjà en phase d'exécution.

Sénégalaises, Sénégalais, mes chers compatriotes,

Je nourris l'espoir que l'exploitation des idées que je viens d'avancer et l'application des mesures déjà arrêtées par le gouvernement nous seront utiles pour mieux maîtriser notre développement et, partant, assurer notre présence au rendez-vous du prochain millénaire. J'ai cependant conscience que cela dépend aussi de notre environnement international.

J'ai déjà évoqué les changements intervenus dans cet environnement et indiqué le caractère imprévisible des conséquences

qui peuvent en découler. Je redis qu'ils interpellent notre imagination. La communauté internationale doit élaborer de nouvelles formes de coopération pour gérer les nouvelles réalités qui pourraient surgir ; elle doit commencer, pour ce faire, à tenir effectivement compte du caractère global des grands problèmes de l'heure, tels la dégradation de l'environnement, la propagation du SIDA et le trafic illicite des stupéfiants.

Eviter la marginalisation des pays pauvres

Le Sénégal s'est engagé dans cette voie aux côtés d'autres membres de la communauté internationale. C'est le sens qu'il faut donner à ma participation au sommet sur l'Environnement tenue à La Haye le 11 mars 1989 et à l'initiative que j'ai prise le 13 juillet dernier à Paris, avec les présidents de l'Egypte et du Venezuela ainsi que le Premier ministre de l'Inde, en vue de la relance du Dialogue Nord-Sud.

L'esprit d'interdépendance que nous cherchons à promouvoir ainsi aurait l'avantage de contribuer à éviter la marginalisation des pays les plus pauvres que l'on trouve en plus grand nombre en Afrique. Cette marginalisation aurait certes des conséquences négatives pour tous mais en souffriraient d'abord et davantage les peuples des pays qui n'auraient plus leur mot à dire sur la marche du monde. Aussi, l'Afrique doit-elle s'attacher à empêcher que nos craintes se justifient. Il nous appartient de prendre des mesures concrètes dans ce sens, des mesures qui renforcent l'intégration sous-régionale pour organiser plus efficacement, et sans trop de délai, l'indispensable solidarité continentale.

Parlant d'intégration sous-régionale, en Afrique, je dirai ma conviction qu'en raison de nos réalités économiques, c'est la seule voie qui s'offre à nous Ouest-Africains. C'est ce sentiment qui m'a conduit, en partie, à éviter, dans la gestion des différends qui nous opposent à certains de nos voisins, tout ce qui pouvait compromettre, au détriment des peuples des pays concernés et de ceux de la sous-région, la poursuite des efforts d'intégration déjà engagés : notre ligne de conduite a invariablement été la sauvegarde des intérêts de notre pays dans le strict respect du droit des gens et de la

coutume internationale. Nous resterons fidèles à cette attitude.

En ce qui concerne plus particulièrement notre différend avec la Mauritanie, nous continuerons de faire preuve d'un esprit coopératif à l'égard du président en exercice de l'OUA. Mais tout en restant animés du souci de préserver l'avenir, nous veillerons à l'examen des problèmes de fond qui sont à la base du différend car c'est, à notre avis, le règlement de ces problèmes qui seul garantira une paix définitive.

Vous savez, mes chers compatriotes, que si j'ai toujours privilégié la coopération sous-régionale dans nos relations extérieures, je n'ai jamais, pour autant, négligé la coopération avec les autres pays africains et ceux du Tiers-Monde. Cette coopération me semble même devoir, désormais, faire l'objet d'une attention toute particulière. C'est pourquoi je me suis joint à quatorze autres chefs d'Etat et de gouvernement de pays en développement pour essayer de la promouvoir à travers des consultations annuelles au sommet. Nous tiendrons notre première rencontre dans le premier semestre de l'année prochaine, probablement en mai.

Nos réflexions seront hardies et tiendront compte des difficultés que connaissent nos pays ; elles pourraient donc nous conduire à l'adoption de mesures destinées à encourager le partenariat privé. Au reste, c'est déjà là un créneau d'avenir à côté de la coopération avec les ONG et du développement de la solidarité inter-communale. Le fait que ces types nouveaux de relations donnent une place de choix au capital humain et à l'imagination n'est peut-être pas étranger à l'essor qu'ils vont connaître.

Nous ne pouvons que nous en réjouir, nous Sénégalais qui avons toujours fait confiance au génie de l'homme dans nos actions tant nationales qu'internationales.

Sénégalaises, Sénégalais,

Hôtes étrangers qui vivez parmi nous, Je forme des vœux sincères de bonne et heureuse année pour chacune et chacun d'entre vous, pour vos familles et pour tous ceux qui vous sont chers.

Je souhaite que 1990 soit pour le Sénégal une année de paix, d'unité et de progrès, dans la démocratie et la fraternité.

Dewoneti

Le titre et les interventions sont de la rédaction.

«Vous avez conduit le Sénégal avec une maîtrise qui force l'admiration des pays de paix, de liberté et de démocratie»

Monsieur le Président de la République,

Au «crépuscule» d'une année fertile en événements de toutes sortes, nous voici réunis une nouvelle fois autour de vous. Ce privilège dont nous rendons grâce à Dieu, avec humilité, nous le devons incontestablement au courage, à la sérénité, à la solidarité et «au commun vouloir de vivre et de survivre ensemble des Sénégalais» qui ont su, depuis la nuit des temps, se retrouver et se rassembler, dans un sursaut incomparable, chaque fois qu'ils ont senti que leur unité, leur harmonie, leur cohésion étaient menacées du dedans ou du dehors.

En effet, l'aube de cette année qui s'achève, laissait poindre à l'horizon un amoncèlement de lourds nuages annonciateurs de turbulences, de secousses et même de cataclysmes.

Pourtant, Monsieur le Président de la République, le Sénégal est miraculeusement en paix. En vérité, cette paix, nous la devons certes à nos concitoyens qui ont fait de la devise de notre patrie : «On nous tue, mais on ne nous déshonore pas», une arme de dissuasion redoutée qui, force le respect, depuis que nos ancêtres, nous l'ont léguée, après l'avoir illustrée de la manière que nous savons.

Cette paix nous la devons également à la solidité de nos institutions, qui prennent racine sur le terreau d'une Constitution démocratique et sociale, c'est-à-dire une Constitution dont l'unité de base est la souveraineté populaire.

Cette paix, nous la devons surtout à votre lucidité, à votre détermination, à votre pondération et pour tout dire à la sagesse que vous avez su garder dans les moments les plus difficiles et que vous avez pu communiquer grâce à vos vertus pédagogiques, que résume votre admirable patience, à l'ensemble de votre peuple (...).

Sur ce chemin malaisé, vous avez conduit le Sénégal avec une maîtrise qui fait l'admiration des pays de paix, de liberté et de démocratie.

La Nation tout entière nous en est profondément et sincèrement reconnaissante.

La famille judiciaire que j'ai la joie réelle de conduire encore cette année, prie, en cette période quasi-sacrée, marquée partout et depuis toujours, par l'union et la fraternité, pour que la santé soit votre compagne de tous les jours, afin que vous puissiez enraciner, consolider et raffermir cette paix qui est une aspiration commune de tout le peuple sénégalais.

Nos vœux et nos prières vont également vers votre épouse et vos enfants dans l'affection desquels vous trouvez la force de mener à bien votre lourde mission.

Madame Elisabeth Diourf est venue cette année encore éclairer de sa présence maternelle l'Arbre de Noël de la famille judiciaire. Nos enfants ont reçu de ses mains cadeaux et encouragements. Que Dieu lui rende au centuple cette générosité qu'elle répand autour d'elle.

Monsieur le Président de la République,

Le rapport annuel que la Cour suprême a choisi de vous présenter depuis 4 ans quitte le domaine de l'usage pour entrer dans celui de la tradition.

Il nous est un devoir agréable, puisque vous présidez aux destinées de la magistrature, de vous rendre compte en général, non seulement de ses

activités, mais de rappeler et commenter les décisions les plus importantes qu'elle a rendues dans les divers domaines du droit, de faire part de ses difficultés et de suggérer en tant que besoin des réformes.

L'année judiciaire 1987-88 avait été dominée par un événement majeur. La tenue des élections générales de février 1988 auxquelles la Cour suprême a consacré une partie non négligeable de ses activités.

En dépit de cette sorte de parenthèse, nous avons noté que le nombre de pourvois avait considérablement augmenté. Aujourd'hui, l'on peut constater que cette tendance qui a commencé à se dessiner en 1985-1986 se confirme d'une année à une autre :

- 134 pourvois en 1985-1986

- 212 pourvois en 1986-1987

- 282 pourvois en 1987-1988

- 233 pourvois en 1988-1989.

La stabilité du volume des pourvois qui dépasse depuis l'année judiciaire 1985-1986 le chiffre de 200 revêt, à nos yeux, une double signification :

D'abord, une saisine de plus en plus fréquente des juridictions inférieures, dont le volume des dossiers augmente sans cesse.

Pendant l'année 1988-1989, le tribunal régional hors classe de Dakar a appelé 12.077 affaires nouvelles et réglé 12.255 dossiers.

La Cour d'Appel devant laquelle étaient pendantes 4.702 affaires anciennes civiles et commerciales au 1er novembre 1988, a reçu 935 affaires nouvelles et rendu 1.050 arrêts. Les chambres sociales connaissent la même inflation et le phénomène remonte jusqu'à la Cour suprême.

Ensuite, la ténacité et la persévérance des plaideurs qui traduisent, sans nul doute, une meilleure connaissance de la procédure.

Ces deux constats sont largement positifs puisqu'ils semblent traduire, de la part des justiciables une confiance renouvelée dans l'œuvre de justice.

Une autre tendance qui s'est révélée depuis 4 années se confirme : le contentieux privé est de loin le plus important en volume de tous les contentieux. Il égale le contentieux pénal et le contentieux administratif réunis.

Le nombre des affaires jugées est en nette progression à la première section : 103 affaires jugées cette année contre 50 seulement l'année dernière, soit deux fois plus de décisions.

La même progression est observée à la deuxième section qui a reçu 226 affaires et jugé 111 d'entre elles.

L'activité de la troisième section est inégale. Elle a rendu cette année 7 arrêts contre 11 en 1986-1987, alors que l'année dernière, toutes les procédures pendantes devant elle, étaient dans une phase préparatoire.

La Cour de Discipline budgétaire a enregistré une progression remarquable. Elle a rendu cette année 8 arrêts, alors que les deux années précédentes, aucune décision n'avait été prise.

La progression d'ensemble des trois sections de la Cour suprême est nettement positive. Pour un volume d'affaires pendantes de 429 et 477 respectivement en 1987-1988 et 1988-1989, elles ont rendu un ensemble de 146 arrêts en 1987-1988 et de 227 arrêts en 1988-1989.

Monsieur le Président de la République,

Le Sénégal d'aujourd'hui demeure,

comme aux premières heures de l'indépendance, un immense chantier, jamais achevé, puisque c'est un chantier pour l'avenir et une œuvre pour l'éternité.

La famille judiciaire, comme les autres familles qui composent la nation, s'efforcera à chaque instant, de poser sur l'édifice une pierre de qualité, taillée dans le droit, et puisque la maison que nous construisons doit abriter un Etat de droit, nous ferons en sorte aussi que cette pierre soit pétrie dans un esprit de concorde et de paix.

La paix que vous construisez patiemment, avec ténacité, amour et générosité pour le Sénégal et son développement continu et harmonieux, nous prions pour qu'elle se consolide année après année.

Monsieur le Président de la République,

Votre action à la tête du Sénégal a donné tort à Engels qui affirmait de manière péremptoire et effrayante que «l'Histoire est une divinité terrible aux mains chargées de sang». En nous donnant l'espérance de toujours vivre en paix, vous nous avez inculqué en même temps, selon le mot de Paul Valéry, une forme suprême de détermination de l'âme qui n'est rien d'autre que le désespoir surmonté.

Monsieur le Président,

DEWENATI



Le président de la Cour suprême s'entretenant avec le chef de l'Etat.

REPONSE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

«Vous contribuez chaque jour à la consolidation de l'Etat de droit»

Monsieur le Garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Monsieur le Premier Président de la Cour suprême, Monsieur le Procureur général près la Cour suprême, Mesdames, Messieurs les Magistrats, Mesdames, Messieurs les Officiers ministériels,

Nous voici donc à l'aube d'une nouvelle décennie ! Vous avez bien voulu, Monsieur le Premier Président, m'adresser, au nom de toute la famille judiciaire, des vœux auxquels je suis particulièrement sensible, car ce sont des vœux pour la paix et pour la justice.

L'une ne va d'ailleurs pas sans l'autre. Il n'y a pas de paix sans justice, ni entre les nations ni à l'intérieur d'une même société. Nul Etat ne peut prétendre à une coexistence pacifique avec ses voisins tant qu'il ne met pas tout en œuvre pour assurer le respect du droit des gens ! Aucune société ne peut vivre réconciliée avec elle-même si elle ne garantit pas à l'ensemble de ses membres la protection de la justice ! Au cours de la décennie qui commence, ce sera l'honneur du Sénégal de tenir ce langage avec persévérance, et, surtout, de continuer à le mettre quotidiennement en pratique.

Puisse chacun s'en inspirer, dans notre pays comme au-delà de nos frontières ! Et puisse-t-il vous ici, conscients que vous êtes de votre responsabilité essentielle et ultime dans la sauvegarde du droit, poursuivre

sereinement votre œuvre régulatrice, avec toute l'autorité morale que vous vaudrez auprès de nos compatriotes l'exercice d'une justice impartiale et sereine ! Tels sont les principaux vœux que je voudrais formuler aujourd'hui en réponse à ceux que le Premier Président vient de m'adresser.

La confiance des justiciables, vous pouvez la mesurer à la progression continue du nombre de pourvois enregistrés.

Je constate avec satisfaction que cette progression n'a pas pris la Cour suprême, au dépourvu, puisque le nombre d'affaires jugées chaque année a augmenté plus encore.

Vous avez su relever le défi d'une inflation contentieuse qui pouvait affecter gravement la qualité de la justice en allongeant les délais d'instruction et de jugement des affaires. Cette faculté d'adaptation dont vous avez fait preuve vous sera précieuse dans l'année à venir, car rien n'indique que le mouvement continu observé au cours de la période récente se ralentisse.

L'examen de la structure des contentieux, traités par la Cour suprême, marque par la très forte prédominance des affaires civiles et commerciales, est riche d'enseignements.

Certains verront dans la relative rareté des contentieux administratifs la traduction juridictionnelle des efforts d'une administration qui aspire à l'excellence. Il y aura sans doute une grande part de vérité dans cette appréciation. Mais au moment où l'Etat, après avoir conduit une profonde réflexion

sur lui-même, s'engage sur la voie d'une réforme destinée à recentrer son action sur les missions de souveraineté et d'impulsion qui sont traditionnellement les siennes, le rôle irremplaçable du contentieux administratif pour la défense des libertés individuelles mérite d'être souligné.

En cette fin du XXème siècle, un Etat moderne ne pourra pas se passer de la garantie que constitue l'existence d'un contentieux juridictionnel permanent pour éviter tout dérapage dans l'action administrative et définir un nouvel équilibre dans les relations entre l'Etat et le citoyen. C'est la raison pour laquelle je suis persuadé que le contentieux administratif est appelé à connaître un réel développement au cours des prochaines années. L'administration ne doit pas y voir un mal. C'est en effet, une des conditions d'une meilleure compréhension de son rôle et d'une meilleure acceptation de ses décisions par l'ensemble de nos compatriotes. C'est aussi la condition d'une efficacité accrue.

La Cour suprême contribue chaque jour à consolider cet Etat de droit qui constitue la marque distinctive du Sénégal depuis l'indépendance.

Mon vœu le plus cher, en pensant à l'année qui commence pour vous, est que vous continuiez à assumer la responsabilité historique qui vous incombe avec le seul amour du droit et de la République.

DEWENATI

ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE

Réponse du président de la République

«LA NATION RECONNAISSANTE SE SOUVIENDRA TOUJOURS DE SES PLUS ILLUSTRES FILS

MONSIEUR le Ministre des Forces Armées,

Monsieur le Directeur de l'Office national des Anciens Combattants,

Monsieur le Président de la Fédération nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre,

Mesdames,
Messieurs,

C'est avec une attention soutenue, et non sans émotion que je vous écoute chaque année en pareille circonstance.

Je suis profondément touché par les paroles sincères que vous venez de m'adresser pour me présenter les vœux de ceux qui constituent le meilleur exemple pour notre jeunesse, en l'occurrence les Anciens Combattants et les Victimes de guerre.

La communauté dont vous êtes les porte-paroles à cette cérémonie d'aujourd'hui, incarne au plus haut degré, s'il était nécessaire de le rappeler, les vertus cardinales de notre peuple, le «Dion».

Vous me permettez simplement d'affirmer que vous êtes en effet ceux qui, dans les multiples épreuves de la vie militaire, dans les théâtres d'opération pour la défense de la Patrie, ont rendu un insigne honneur aux Drapeaux et Estandards. Vous êtes les hommes de gloire grâce auxquels la fierté du peuple sénégalais se consolide au fil des générations.

En reconnaissance de tous ces mérites, mon gouvernement et moi-même demeurerons attentifs à vos préoccupations et œuvrerons dans le sens de l'amélioration de votre situation.

Comme vous le savez, je suis toujours sensible à tout ce qui touche en général aux personnes âgées, aux retraités et aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre en particulier. C'est la raison pour laquelle mon gouvernement a instauré la journée des personnes du 3ème âge, célébrée cette année à Thiès pour rendre un vibrant hommage à ceux-là qui portent le flambeau du patriotisme.

La Nation reconnaissante se souviendra toujours des belles traces gravées dans l'Histoire militaire par ses plus illustres fils.

Monsieur le Directeur de l'Office national des Anciens Combattants,

Monsieur le Président de la Fédération nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre,

Chers Compatriotes,
Messieurs,

Vous avez évoqué un certain nombre de problèmes relatifs à l'amélioration de la situation de vos compatriotes et notamment à la déclassification des pensions versées par la France.

Pour le premier point, à la suite de l'audience que l'Etat accorde au Bureau

de la Fédération nationale des Anciens Combattants le 12 octobre 1989, des instructions ont été données aux différents départements ministériels concernés pour que les questions qui m'étaient soumises soient étudiées pour leur trouver des solutions appropriées dans les plus brefs délais.

Je pense qu'au moment où je vous parle, la majeure partie de ces problèmes devraient connaître un début de solution, si ces problèmes ne sont pas déjà réglés : il s'agit, au profit de la Fédération nationale des Anciens Combattants :

- 1° - De l'octroi de billets pour les pèlerinages aux Lieux-Saints;
- 2° - De la concession d'un contingent spécial de décorations dans les Ordres nationaux;
- 3° - D'une subvention pour faire face aux charges inhérentes à leurs activités;
- 4° - De la réfection de la Maison du Combattant de Saint-Louis.

Je le répète, malgré la conjoncture économique difficile que nous traversons, je suis résolu à trouver une solution à vos préoccupations.

Quant au second point, lié à la déclassification des pensions françaises, il faut noter que la récente décision du gouvernement français d'opérer une hausse de 8 % sur toutes les pensions, est une mesure salubre, même s'il reste beaucoup à faire, encore.

A cet égard, je puis vous affirmer que le président François Mitterrand est, autant que moi, préoccupé par le règlement définitif de cette affaire que je ne saurais appeler un contentieux, car il ne peut y avoir de contentieux entre la France et ceux qui l'ont servie, loyalement, honnêtement, avec honneur, fidélité et dévouement.

La conjoncture est difficile certes pour tout le monde, car l'inflation n'a pas épargné les pays industrialisés. Mais le gouvernement français tendra, j'en suis sûr, sa promesse et fera tout ce qui est en son pouvoir pour satisfaire vos légitimes revendications.

Monsieur le Ministre des Forces Armées,

Monsieur le Directeur de l'Office national des Anciens Combattants,

Monsieur le Président de la Fédération nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre,

Mesdames,
Messieurs,
Chers Compatriotes,

Il ne me reste plus qu'à vous présenter, à mon tour, au nom du gouvernement et du peuple sénégalais, en mon nom propre, nos vœux les plus chaleureux, vœux de santé, de longévité, de bonheur et de prospérité.

DEWENATI

GENDARMERIE NATIONALE

SERMENT DE LOYAUTÉ RENOUVELÉ

Monsieur le Président de la République, La Gendarmerie nationale est toujours heureuse et fière de venir présenter au chef de l'Etat, Chef suprême des Armées, ses vœux les plus sincères et les plus ardents au seuil de l'année nouvelle.

C'est l'occasion pour nous, Monsieur le Président de la République, de vous redire notre gratitude et notre admiration, pour la sollicitude constante que vous manifestez chaque jour davantage à l'endroit de notre Armée, et de renouveler avec solennité devant vous, Gardien de la Constitution, notre loyauté sans mélange et notre entier dévouement à la défense et au respect des institutions de la République.

A votre image et sous votre ombre, vous qui avez élevé la philosophie du service public à la dimension du don de soi, la Gendarmerie nationale, au mépris du temps qui prévaut, de jour comme de nuit, sur nos routes comme dans nos zones rurales, fera montre d'une présence intelligente, d'un dynamisme sans relâche, d'une abnégation à toute épreuve et d'une disponibilité totale pour que la paix, la tranquillité et l'ordre soient préservés.

C'est à ce prix, Monsieur le Président de la République, que vous pourrez bénéficier de la participation de tous les Sénégalais à l'immense œuvre de développement économique et social à laquelle vous consacrez toutes vos forces pour faire du Sénégal une terre de prospérité, de justice et de concorde.

Présente partout grâce à ses unités territoriales, accrochée au terroir et en contact direct et permanent avec les populations, la Gendarmerie se porte jour après jour à leur secours et assure en toutes circonstances la protection des personnes et des biens.

Son quadrillage serré, son organisation judicieuse et sa présence quasi-permanente aux différents points de nos frontières font d'elle l'armature vivante de la défense opérationnelle du territoire grâce aux renseignements irremplaçables qu'elle fournit aux unités de l'Armée nationale aux côtés desquelles nous alignons nos formations dès que l'intégrité du territoire est menacée.



• Serment de fidélité pour les gendarmes qui saluent le président Abdou Diouf.

La Gendarmerie prête également son concours aux grandes administrations de l'Etat, affirmant ainsi sa vocation de grand service public à vocation interministérielle.

Toutes ces activités, pour nombreuses et souvent périlleuses qu'elles soient, la Gendarmerie les mène avec foi et abnégation, dans la sérénité et l'esprit des lois et règlements, s'efforçant à demeurer la Gendarmerie de la Nation, à laquelle la Nation fait confiance et en laquelle elle se reconnaît.

C'est vous dire, Monsieur le Président, combien nous sommes sensibles aux nombreuses marques de bienveillante attention dont le chef de l'Etat, Chef suprême des Armées entoure la Gendarmerie dans sa mission de sécurité publique.

C'est dans cette disposition d'esprit que vous avez autorisé au mois de septembre dernier, la mise sur pied de la compagnie de Louga, nous permettant ainsi de réaliser une meilleure adéquation de nos structures régionales avec le découpage administratif

et judiciaire du territoire. A cet égard, il sied de porter respectueusement à la connaissance de Monsieur le Président de la République que seuls les Etats-Majors des Compagnies de Kolda et de Fatick restent à créer.

Monsieur le Président de la République, C'est le moment de conclure par une fervente prière pour que le Tout-Puissant exauce les vœux ardents de santé, de longévité et de sérénité que nous formons pour vous-même et pour votre illustre famille.

A Madame Elisabeth Diouf, votre compagne fidèle, de bienveillante attention dont le chef de l'Etat, Chef suprême des Armées entoure la Gendarmerie dans sa mission de sécurité publique.

Nous souhaitons enfin à vos enfants beaucoup de succès dans leurs activités professionnelles et scolaires.

DEWENATI, Monsieur le Président

REPONSE DU CHEF DE L'ETAT

«VOTRE DEVOUEMENT ET VOS QUALITES MORALES RENFORCENT MA CONFIANCE»

Monsieur le Ministre des Forces Armées, Monsieur le Général de Corps d'Armée, Haut Commandant de la Gendarmerie et Directeur de la Justice militaire,

Monsieur le Général de Brigade, Haut Commandant de la Gendarmerie adjoint Messieurs les Officiers, Général,

Je suis particulièrement sensible aux aimables paroles que vous venez de prononcer à mon endroit et à celui de ma famille au nom de l'ensemble des personnels de la Gendarmerie nationale.

Les propos que vous venez de m'adresser avec toute la sincérité qui les caractérise, me confortent dans ma conviction que l'intérêt d'une telle cérémonie dépasse largement ce cadre rituel traditionnel.

L'année 1989 aura été riche d'événements : à chaque fois la Gendarmerie s'est distinguée par sa promptitude, sa vigilance et son efficacité habituelles.

Je me réjouis de ce que les rapports entre nos populations et les militaires de ce corps se soient naturellement renforcés, permettant l'instauration d'un climat de confiance et d'estime qui rassure les pouvoirs publics.

Général, Je ne cesse de répéter que dans ce monde, où la violence, sous des formes variées, a tendance à devenir un élément presque quotidien de notre existence, le sens du devoir, l'esprit civique, l'abnégation et le respect des valeurs morales sont de plus en plus perdus de vue, et que la Gendarmerie, fort heureusement, demeure vigilante.

Il est évident que les multiples actes de vandalisme, les crimes, la recrudescence de la délinquance au cours de cette année n'ont pas fini, d'inquiéter. Mais l'action quotidienne de vos unités, souvent aux côtés des Forces de Police, rassure nos populations et rend fiers ceux qui attendent de vous la prouesse d'éradiquer ces maux.

La noblesse de votre mission, je l'affirme encore une fois, n'a d'égale que l'efficacité avec laquelle elle a toujours été menée et réussie.

Le rôle de ce corps d'élite a été, à maintes occasions, déterminant, non seulement dans la mise en application des mesures de sécurité indispensables à toute société - cette sécurité qui fait de notre pays un havre de paix et de tranquillité - mais aussi dans l'action de notre justice, à laquelle vous apportez un concours apprécié.

Il est certain que les moyens dont vous disposez sont faibles par rapport à l'importance de votre mission. Mais il est heureux que vous soyez les premiers à comprendre nos réalités actuelles, et à prendre la mesure de nos possibilités.

En dépit d'une conjoncture économique difficile, l'Etat fera tout ce qui est en son pouvoir pour que la Gendarmerie soit dotée des moyens adéquats indispensables à l'accomplissement de sa noble mission.

S'agissant de la création des Etats-Majors des Compagnies de Kolda et de Fatick que vous venez d'évoquer, ces instructions nécessaires seront données pour que les projets soient inscrits en priorité dans le prochain budget d'équipement.

Général, Messieurs les Officiers, J'ai pu mesurer personnellement, avec une satisfaction toujours renouvelée, l'occasion de mes nombreux déplacements à

travers nos régions, l'esprit de discipline, la disponibilité constante et le sens du devoir qui animent les personnels de Gendarmerie.

Je ne terminerai pas sans exhorter l'ensemble des cadres et gendarmes, à persévérer dans cette voie, qui est celle du patriotisme. Chacun de vous devra, au vu des résultats positifs enregistrés à l'actif de la Gendarmerie, continuer à œuvrer dans le même sens, avec la même cohésion, la même détermination, la même conviction, la même foi et le même esprit de discipline.

Imploquée dans plusieurs activités de la société, présente dans tous les secteurs de la vie quotidienne, la Gendarmerie nationale n'a jamais failli à son devoir. Ce qui lui vaut à coup sûr, la confiance et le respect constants de nos populations.

Je renouvelle, ici, toute ma satisfaction, ma fierté et celle de la Nation, au Général Haut Commandant de la Gendarmerie, à tous ses Officiers, Gradés et Gendarmes, dont la fidélité, aux institutions républicaines, le dévouement et les qualités morales renforcent ma confiance.

Monsieur le Ministre des Forces Armées, Général, Messieurs les Officiers,

Il ne me reste plus, à mon tour, qu'à adresser à chacun de vous, à vos familles, en mon nom propre, en celui de ma famille, au nom du gouvernement et du peuple sénégalais, dont vous êtes les serviteurs fidèles, nos vœux les plus sincères et les plus chaleureux.

Que l'année qui commence, soit une année de santé, de prospérité, d'équilibre et surtout une année de bonheur pour tous.

DEWENATI

VŒUX DE NOUVEL AN AU CHEF DE L'ETAT

FORCES ARMEES

«Le concept armée-nation va au-delà de l'économie et du social»

Monsieur le Président de la République,

L'année passée, à pareille époque, nous étions venus exprimer notre dévouement au chef de l'Etat, chef suprême des Armées et lui faire part de nos préoccupations.

Cette année encore, nous sommes heureux de sacrifier à cette tradition qui nous permet de «marquer le pas» momentanément pour faire le bilan de l'année écoulée.

L'année 1989 a été particulièrement marquée par des événements majeurs qui ont mis en exergue nos relations avec certains de nos pays voisins.

Au premier rang de ces événements, figure la crise sénégalomauritanienne qui perdure depuis le mois d'avril, parce que sans cesse attisée par les provocations ostensibles dont nous avons été l'objet à plusieurs reprises.

On se rappelle que, dès les premiers jours de cette crise, vous avez publiquement donné le ton : «Le Sénégal ne veut pas de guerre». Dans la pratique, vous avez démontré par votre attitude empreinte de sagesse et de mesure, que cette déclaration ne procédait point du langage diplomatique : les armées sont bien placées pour en témoigner.

En effet, n'avez-vous pas ordonné aux unités déployées sur la frontière nord de faire respecter fermement notre intégrité territoriale et assurer la protection de nos populations, tout en faisant preuve de maturité c'est-à-dire en évitant de répondre aux provocations ?

Cette mission que vous avez bien voulu confier aux armées, continue d'être remplie avec satisfaction dans l'esprit de vos instructions, grâce au professionnalisme de nos troupes.

Il est simplement regrettable que cette politique d'apaisement que vous avez instaurée, n'ait pas reçu de réponse responsable.

C'est le même souci d'amitié, de paix et de coopération que vous avez fait prévaloir dans nos relations avec nos autres voisins de tous temps, singulièrement dans le cadre du litige autour du tracé de la frontière sud.

En tout état de cause, notre souveraineté sur la zone anciennement contestée est assurée depuis le lendemain de la décision du tribunal international, sans transiger grâce à la marine nationale.

Tout récemment encore, nos espoirs de voir la consolidation de la Ségambie se réaliser, se sont effondrés suite à la remise en cause du pacte de Kaur.

Le redéploiement des troupes de l'ancienne zone sénégalienne est du reste actuellement achevé.

C'est dire que vous n'avez pas manqué, Monsieur le Président de la République, de faire preuve de la patience et de la clairvoyance requises pour que règne la paix et la fraternité avec nos voisins.

Mais la situation à nos frontières n'occulte en rien l'exécution satisfaisante des missions de participa-

tion au développement traditionnellement dévolues aux armées et services tels que la Marine, l'Aviation et le Génie.

Les Armées sont conscientes des sacrifices déjà consentis par l'Etat pour en faire un outil de défense performant, malgré les aléas liés à la conjoncture. C'est, en effet, sans accroître nos effectifs que nous avons optimisé nos ressources en accordant la primauté aux unités de combat tout en assurant une certaine montée en puissance à l'armée de terre...

Le champ d'application du concept Armée-Nation ne se limite pas au domaine économique et social, comme vous le savez, Monsieur le Président de la République. En effet, la récente mission que j'ai effectuée en Irak m'a confirmé dans l'idée que l'excellent comportement de nos officiers au sein du Groupe d'observateurs des Nations-Unies entre l'Irak et l'Irak était une contribution non négligeable au prestige de la politique étrangère que vous menez si heureusement...

Ces mêmes soldats ne cherchent donc pas à répandre la guerre chez des voisins pour ne pas dire des frères de sang. Mais dans le même temps, ils ne laisseront personne violer notre intégrité territoriale.

Monsieur le Président de la République, tous les efforts déployés pour rendre les armées toujours



Le chef de l'Etat salue les officiers supérieurs de l'armée. Une réputation qui force le respect.

plus performantes seraient vains si bonne place n'était accordée à l'amélioration du bien-être social des militaires. C'est pour satisfaire à cet impératif que la Mutuelle des Armées et la Coopérative militaire de Construction (COMICO) avaient vu le jour...

Nos expérimenterons dans un premier temps une construction modulaire de quelques centaines de logements, suivant les résultats de cette première expérience, nous orienterons nos choix futurs

pour satisfaire l'ensemble des membres adhérents de la coopérative, un accord a donc été signé au mois de novembre 1989 entre nos partenaires et nous, et les constructions vont démarrer incessamment.

Monsieur le Président de la République, qu'il nous soit permis de saisir l'occasion que nous offre cette traditionnelle cérémonie de présentation de vœux pour vous exprimer notre profond dévoue-

ment et notre disponibilité inaltérable à toujours mieux servir pour mériter votre confiance et celle du peuple sénégalais.

Il ne me reste plus qu'à présenter à vous et à votre famille les vœux de santé et de bonheur que forme pour vous l'ensemble des personnels militaires et civils des armées pour que vous soyez à même de présider avec autant de réussite aux destinées de notre cher Sénégal.

DEWENATI !

REPONSE DU CHEF DE L'ETAT

«Nous sommes fiers de votre réputation qui suscite admiration et force le respect»

Monsieur le Ministre des Forces armées,

Monsieur le Général de Division aérienne, Chef d'Etat-Major général des Armées,

Monsieur le Général de Brigade, Sous-Chef d'Etat-Major général des Armées,

Messieurs les Officiers, Général,

Je vous remercie des vœux que vous avez bien voulu former à mon endroit, en votre nom propre et au nom de l'ensemble de la famille militaire des Armées.

L'année dernière, en pareille circonstance, alors que vous veniez de prendre le commandement, vous conduisiez pour la première fois la délégation de cette illustre famille pour présenter ses vœux au Chef suprême des Armées.

A cette occasion solennelle, vous aviez eu à dresser un bilan exhaustif des réalisations auxquelles vous avez consacré les moyens que le gouvernement avait mis à votre disposition.

Vous aviez eu également à évoquer par ailleurs un certain nombre de questions qui vous préoccupaient et fait des suggestions à l'égard.

Conscient de la nécessité d'apporter une solution à chacune de celles-ci, je vous avais annoncé que des mesures appropriées seraient prises par le gou-

vernement dans la limite des moyens disponibles.

Général,

Je me réjouis aujourd'hui de constater que la plupart de ces problèmes ont connu une évolution satisfaisante.

Le rôle que jouent nos Forces armées depuis plus de deux décennies à travers le continent, vous l'avez dit tout à l'heure, m'autorise à affirmer que les directions de services récemment rattachées à l'Etat-Major général des Armées, parviendront à accroître leur soutien logistique aux Forces de manœuvre et leur participation au développement économique et social du pays.

L'institution d'un service civique national dont vous avez proposé une nouvelle formule et pour laquelle le gouvernement avait marqué son accord, serait l'outil essentiel de la contribution de l'Armée à la solution des problèmes de la Jeunesse.

Concernant la mission de défense du territoire, notre Armée n'est pas en reste, compte tenu de l'expérience et des qualités d'aptitude de ses hommes, bien instruits, bien entraînés et conscients de leur devoir.

Dans ce monde, en pleine mutation où les foyers de tension explosent de toutes parts, où les conflits de tous ordres se multiplient, la préoccupation

majeure d'un Etat souverain demeure le développement et la défense de son territoire.

Au Sénégal, nous sommes fiers d'avoir une Armée qui jouit d'une réputation qui suscite l'admiration et force le respect.

Général,

J'ai toujours dit que le peuple sénégalais est épris de paix et de justice; notre souci de demeurer des hommes pacifiques n'ôte rien à notre volonté et à notre attachement au respect de notre souveraineté.

C'est pourquoi, les récents événements qu'a connus notre pays dans la sous-région pendant l'année 1989, ne nous feront pas dévier, pour autant, de nos principes fondamentaux. Je n'en dirai pas plus.

J'ai confiance en notre Armée et je mesure l'ampleur de sa tâche au regard des moyens dont elle dispose. La récente réforme de ses structures qui a consacré le rattachement des directions de service à l'Etat-Major général des Armées, permet d'obtenir un soutien logistique, efficace parce que plus adapté aux exigences de l'aptitude opérationnelle.

C'est le lieu pour moi d'insister une fois encore, sur la nécessité de donner

la priorité à l'entraînement permanent des hommes, à l'amélioration continue de la formation des cadres et à l'utilisation rationnelle des moyens logistiques.

Je ne terminerai pas sans souligner ma satisfaction à cet outil précieux de défense que sont les Forces armées. Ma satisfaction et ma confiance renouvelée au Chef d'Etat-Major général des Armées, à ses Officiers, Sous-Officiers, Soldats et Employés civils, pour leur fidélité aux Institutions, leur dévouement, leur discipline et leur amour pour la patrie.

Monsieur le Ministre des Forces armées; Monsieur le Général de Division aérienne, Chef d'Etat-Major général des Armées, Messieurs les Officiers, Madame, Messieurs,

Je vous invite à persévérer dans cette voie qui est celle du patriotisme, celle du devoir.

A tous, Officiers, Sous-Officiers, Hommes de troupe et Employés civils des Armées, j'adresse mes vœux les plus sincères pour l'année 1990.

A vos familles, à tous vos enfants, je souhaite beaucoup de santé, de bonheur et de réussite dans les études.

DEWENATI !